royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Marges commerciales

CIBLE

UMP

L'économie est en récession ? Le chômage augmente ? La Commission européenne tance le gouvernement français ? A chaque mauvaise nouvelle, les dirigeants de l'UMP puisent dans le dictionnaire : ils dénoncent, ils s'indignent, ils sont consternés par la nullité des hollandistes !

C'est le festival des hypocrites. Incapables d'avoir une attitude commune à l'égard de *la Manif pour tous*, pris au piège de primaires parisiennes organisées en dépit du bon sens, menacés par de sales affaires, les dirigeants de l'UMP se présentent en opposants implacables sans voir qu'ils ne sont pas crédibles. Le Pacte budgétaire, c'est Nicolas Sarkozy qui l'a signé. La politique de déflation, c'est le président des riches qui l'a engagée. La désindustrialisation, c'est la droite qui l'a acceptée.

De quoi se plaignent-ils ? François Hollande se situe, à quelques nuances près, sur la même ligne. Que veulent-ils ? Comme les hollandistes, ils réclament l'équilibre budgétaire et les « réformes structurelles ». Simplement, ils voudraient qu'on aille plus vite et qu'on frappe encore plus fort.

Pas de quartier pour l'UMP !

Exigeons la vérité

Anniversaire

La bataille de Stalingrad

p. 6-7

Littérature

Le Grand Meaulnes

p. 9

DU 10 JUIN AU 23 JUIN 2013 - 43e année - Numéro 1037 - 3,20 €

Langue française

Contre la loi Fioraso

Pour justifier des enseignements en anglais à l'Université, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche invoque l'attractivité, la compétitivité et autres concepts à la mode. Sous le verbiage, perce le mépris de la langue et la méconnaissance de ce qui fait aimer la France.

La loi Fioraso permet, à l'article 2, de dispenser des cours en anglais dans le cadre d'accords avec des universités étrangères ou de programmes européens. Adopté en première lecture à l'Assemblée nationale et discuté au Sénat, le texte sera vraisemblablement adopté par les députés socialistes qui suivent le gouvernement français sans vouloir comprendre la nécessité de défendre le français dans notre pays et de développer l'usage de la langue française dans le monde.

L'attractivité n'est qu'un slogan plaqué sur une réalité que le gouvernement ne veut pas voir : si les étudiants étrangers choisissent la France plutôt que l'Angleterre ou les États-Unis, c'est parce qu'ils aiment notre langue et parce qu'ils désirent connaître notre pays et parler avec ses habitants. Ceux qui s'expriment difficilement dans notre langue lorsqu'ils arrivent se perfectionnent très vite - parfois grâce à l'Alliance française - et parce qu'ils sont complètement immergés dans un environnement français. C'est donc une absurdité que de leur proposer des enseignements en anglais, et cette absurdité sera prise comme telle par les étudiants.

Bien entendu, Geneviève Fioraso jure qu'il ne s'agit pas de remettre en cause « *la primauté de l'enseignement en français ou la défense de la francophonie* » ; « *Il s'agit au contraire d'élargir le socle de la francophonie auprès des jeunes, notamment des pays émergents, qui, aujourd'hui, ne viennent pas dans notre pays.* » Ainsi, les Argentins, les Brésiliens et les jeunes gens venus des pays russophones seraient des anglicistes nés, qui trouveraient naturel qu'on leur dispense des enseignements en anglais ?

Les réactions négatives ont été nombreuses (1). Parmi celles-ci, il faut retenir la mise en garde adressée par des universitaires de nombreux pays - dont les États-Unis, la Chine, le Brésil, le Japon, la Roumanie : « *La mondialisation, qui provoque des phénomènes d'uniformisation, a cet effet paradoxal de faire de la diversité une valeur : ce que les meilleurs d'entre eux viennent chercher en France, la raison pour laquelle nous les y envoyons, c'est justement une autre façon de penser, une autre façon de voir le monde, un modèle culturel alternatif aux modèles anglo-saxons dominants. Nous avons impérativement besoin de cette autre voie. Or, cette différence est liée à la langue que vous parlez.*

Si le savoir est universel, la langue qui permet d'y accéder, elle, ne l'est jamais. Les langues ne sont pas interchangeables, on ne dit pas la même chose dans une langue et dans une autre. Vous avez la chance de disposer en français d'un formidable capital d'intelligence lié à une tradition plusieurs fois séculaire : ne le dilapidez pas en renonçant à la langue qui le constitue. Il est absurde de considérer le français comme un obstacle à l'attractivité de votre pays : dans la concurrence mondiale, il représente votre avantage comparatif, votre valeur différentielle.

Enfin, en venant en France, et parce que votre pays est une porte d'entrée vers le Maghreb et l'Afrique, nos étudiants cherchent aussi à bénéficier d'un tremplin, en accédant par votre intermédiaire à ce vaste espace francophone, à ses richesses, à ses perspectives de développement. Prenez garde à ne pas décourager les pays qui en font partie, car comment voulez-vous qu'ils conservent l'usage du français dans leurs systèmes éducatifs si vous-même y renoncez ? Il est douteux que votre intérêt soit de brader les avantages économiques que vous pouvez tirer de solidarités linguistiques forgées par l'histoire. »

L'attractivité de la France, c'est la France elle-même : sa manière de penser dans une langue qui ne lui appartient pas en propre puisqu'elle est parlée sur tous les continents. Il est vrai que le gouvernement ne s'intéresse pas plus à la francophonie qu'au français lui-même, qui est pourtant **langue de la République**.

Annette DELRANCK

(1) Brocardé dans notre dernier numéro, Jean Quatremer mène dans l'anglolâtre *Libération* un remarquable combat pour la défense du français. Dont acte. Voir par exemple sa chronique sur l'anglais tel qu'on l'écrit à Bruxelles :http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2013/05/je-parlais-lenglish-fluettement-yes-yes-.html

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Contre la loi Fioraso - p.3 : La loi de Barroso - p.4 : La folle histoire des marges - p.5 : La doctrine Khamenei - p.6/7 : Pourquoi l'Allemagne a perdu - p.8 : Quelle *étrange capitulation* - p.9 : Au temps du Grand Meaulnes - p.10 : Grand style - Percy Kemp vend la mèche - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Marchés, machines et mafias .

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Logique Shadock

La loi de Barroso

Nous l'avons, ce *gouvernement économique* européen réclamé par Jacques Delors, puis par Nicolas Sarkozy et François Hollande ! L'étrange animal est polycéphale, névrotique, aberrant, répressif et résolument antidémocratique.

Comme si nous étions à la veille d'une révolution, tout se bouscule dans les têtes, dans les discours et dans les actes avec de lancinants rappels de l'histoire. Le 27 mai, François Hollande célèbre le soixante-dixième anniversaire de la création du CNR tout en travaillant à détruire l'œuvre qui fut accomplie selon le programme de la Résistance. Mais comment parler de libération quand, le 29 mai, la Commission européenne publie des **recommandations** qui marquent la soumission du gouvernement français à un organe bureaucratique extérieur ? Et comment ne pas se souvenir, lors de la mise en œuvre des contraintes du *two-pack* le 30 mai (voir ci-contre), que huit ans plus tôt le **Traité constitutionnel** était rejeté par référendum à une large majorité ?

Le président de la République et le Premier ministre ont beau répéter qu'ils prennent librement leurs décisions, ils n'abusent plus que les niais du sérail socialiste. D'ailleurs, José Manuel Barroso a dit la vérité toute crue en énonçant ceci : « ***Les pays européens peuvent se gouverner eux-mêmes, s'ils suivent les recommandations de la Commission*** (1)». Je propose que ces fortes paroles soient érigées en **loi de Barroso**, ce qui permettra au terne président de la Commission européenne de laisser son nom dans l'histoire. Le bonhomme pointe la dure réalité que François Hollande ne veut pas voir, alors qu'il l'avait appelée de ses vœux : l'Union européenne est soumise au *gouvernement économique* préconisé par Jacques Delors au siècle dernier, repris en 2011 par Nicolas Sarkozy et relancé par François Hollande lors de sa conférence de presse du 16 mai puis contesté par... François Hollande quinze jours plus tard.

Le président de la République peut communiquer à tout-va, il n'empêchera pas ce *gouvernement* de se manifester selon les mécanismes propres à l'usine à gaz européenne qui sont, comme chacun sait, conçus selon la logique Shadock. Il convient en effet de noter en première analyse que ce **gouvernement économique** présente les caractéristiques suivantes :

Il est polycéphale puisque qu'il y a plusieurs chefs : le président de la Commission européenne, le président de la Banque centrale européenne, le président de l'Eurogroupe, le président du Conseil européen.

Il est double : la polycéphalie est, selon certains shadokologues, un gouvernement d'apparence qui masque la réalité d'un pouvoir autocéphale souvent coiffé d'un casque à pointe par les contestataires grecs : on aura reconnu la Chancelière allemande, incarnation de l'idéologie allemande et fondée de pouvoir du patronat allemand.

Il est névrotique : l'obsession de l'équilibre budgétaire est couplée avec l'obsession des **réformes structurelles** qui consistent à comprimer les salaires, les retraites, les allocations de chômage et à ouvrir à la concurrence les professions préservées : chauffeurs de taxis, notaires… Comme on ne parvient pas à la suprême jouissance de l'équilibre budgétaire, on impose sadiquement les **réformes** et, comme elles ne marchent pas, on réclame le **retour à l'équilibre**. On s'en souvient : leur fusée n'ayant qu'une chance sur mille de décoller, les Shadocks se dépêchaient de rater 999 décollages. On peut donc tenir pour vraie la formule suivante : *loi de Barroso = loi du professeur Shadocko.*

Il est répressif dans ses prescriptions puisque les pays qui n'ont pas totalement succombé à la névrose obsessionnelle peuvent être punis. Mais surtout, il est répressif dans ses actions lorsque la polycéphalie prend la forme d'une **troïka** chargée d'imposer les thérapies de choc.

Il est antidémocratique puisque les différents organes de ce *gouvernement économique* agissent sans contrôle et imposent leurs normes aberrantes aux gouvernements et aux parlements.

Que la bête meure. Et le plus tôt possible.

Sylvie FERNOY

(1) Cité par Martine Orange et Lénaïg Bredoux dans leur excellent article de *Mediapart* : http://www.mediapart.fr/journal/international/290513/europe-selon-le-catechisme-de-bruxelles

L'écho des blogs

Il n'y a plus de masque !

Sous le nom incompréhensible de *two pack*, la nouvelle **gouvernance** de la zone euro est entrée en vigueur le jeudi 30 mai (1). Elle fut précédée quelques jours plus tôt d'une envolée du président Hollande proposant la mise en place d'un *gouvernement économique* de la zone euro… Trou de mémoire présidentiel oubliant son approbation du *two pack* ou enfumage à destination des Français de plus en plus hostile à la politique conduite par ce gouvernement ?

Nous répondons qu'il s'agit d'un exercice dans l'art de la gesticulation pour tenter de masquer ce qui est une capitulation face à l'oligarchie européiste. Ainsi le site *Les Echos.fr* peut titrer le 30 mai « *Entrée en vigueur du **two-pack**, qui renforce la discipline budgétaire de la zone euro* » et le même jour c'est le site *La Tribune.fr* de titrer « *Le gouvernement économique européen est né, et il ne plaît pas à François Hollande !* » Le grand jeu de l'hypocrisie et du cynisme continue…

Car rapporte *La Tribune.fr*, le président Hollande s'est armé de courage pour proclamer le lendemain « *La Commission donne des recommandations, elle ne dit pas à la place des États ce qu'ils doivent faire […] Le détail, les procédures, les manières de faire relèvent de la responsabilité du gouvernement et de l'État, sinon il n'y aurait pas de souveraineté possible. La souveraineté elle doit être dans la mise en œuvre.* » Lisez bien, notre souveraineté est dans la mise en œuvre des décisions de la commission ! Il dénonce tout en approuvant, du grand art appris à l'école de la rue Solferino !

Car ce que n'ignore pas le président Hollande c'est la révolte grandissante des peuples de l'Europe du sud. Ainsi au Portugal où le démontage de l'euro commence à mobiliser le plus grand nombre. Bientôt rejoint par le peuple de France ? Lire « *Au Portugal, un livre anti-euro fait un tabac* » sur le blog de Coralie Delaume (2).

François ENNAT

(1) Revue de presse très complète de Magali Pernin sur Facebook

(2) http://l-arene-nue.blogspot.fr/2013/05/au-portugal-un-livre-anti-euro-fait-un.html

Commerce

La folle histoire des marges

Il y a quelques numéros de cela, nous avons évoqué les marges réalisées par les distributeurs sur les produits importés de pays à faible coût et revendus dans notre pays. Il convient aujourd'hui de préciser un certain nombre d'éléments.

De quoi parle t-on ? Pour tout un chacun, la marge est logiquement la différence entre le prix payé au producteur et celui acquitté par le client. Les commerçants sont généralement d'une discrétion angélique à ce sujet et il est bien difficile de démêler le faux du fantasme sur ce sujet.

Le cas des produits alimentaires ne nous intéresse pas principalement mails il convient d'en dire quelques mots. Un rapport publié en décembre dernier par Philippe Chalmin traite de la situation des producteurs liés aux distri-buteurs (1). Il est de notoriété publique que les grandes enseignes étrangleraient les petits producteurs ou, a minima, les mettraient dans une situation de stricte sujétion. Lorsque l'on regarde les chiffres, ce n'est peut-être pas aussi simple. Il apparaît que les marges n'excèdent pas 6 % au mieux. L'économiste note toutefois que ces marges ont tendance à augmenter dans un pays en crise et que ces proportions concernent les marges nettes, c'est à dire une fois payé tout ce qui est nécessaire pour amener le produit jusqu'au rayon. Les marges brutes quant à elles peuvent atteindre 50 % pour certains produits. Vu la chicheté de leurs salaires, ce ne doit pas être les caissières qui grèvent le gain de leurs patrons. La grande distribution n'aime guère la transparence et il conviendrait de savoir où passe la différence. Serait-ce, comme pour les produits industriels, vers une chaîne parfois curieuse d'intermédiaires et de services tous contrôlés par elle ?

Le cœur de notre sujet, ce sont les produits industriels et c'est là que les problèmes commencent. On sait avec exactitude ce que coûte la production d'un vêtement au Bangladesh (2)? Sur un produit sortant à 10 euros de l'usine : 6 pour les matières premières, 1,80 pour les coûts industriels, 1,90 pour le coût du travail. Le reste se répartit entre les différentes tâches y compris les intermédiaire. Ajoutez à cela 0,50 euro pour le transport puis l'acheminement vers les lieux de distribution. Ensuite ? Mystère... Toujours est-il que si le recours au pays à bas niveau social est devenu une règle, ce n'est pas uniquement pour que le client trouve le vêtement à un prix jugé bas.

Outre le fait que nous entretenions avec ce système un quasi esclavage loin de nos portes (3), il a conduit une part importante de notre industrie à la ruine, notamment le textile et la confection... Du temps où je travaillais dans ce secteur (1996-1997) j'avais été sidéré par la différence entre le prix qui nous était offert pour la fabrication et celui acquitté en magasin par les clientes de cette grande marque aujourd'hui disparue. En étant un peu curieux, et en se faisant très mal voir, on pouvait se rendre compte que ce n'était pas tant le coût de l'étude et de la création qui grevait le prix sorti d'usine qu'un ensemble de droits de marques et de rémunérations diverses que rien ne rendait vraiment nécessaire. La vision financière de l'industrie a poussé à la mort des fabricants français, quels que soient les secteurs, en faisant reposer médiatiquement la responsabilité du désastre sur les producteurs – forcément - toujours trop chers. En fait la marge est déterminée en même temps que le produit est conçu par les grandes marques.

Quant à la multitude de produits d'équipement venant d'Asie à bas coûts, il faut se livrer à une petite expérience pour réaliser l'ampleur des bénéfices, il faut aller se promener sur les marchés des quartiers populaires où l'on trouve tant de produits vendus à 1 euro et que l'on retrouve parfois 10 fois plus chers dans n'importe quel autre lieu de vente. De leur propre aveu, les marchands forains ne font pas moins de 30 à 50 % de marge sur ces marchandises. Quelle est donc celle des autres ?

Au moment où notre industrie menace ruine et que l'on nous sort des plans déments de réduction des coûts, il serait grand temps d'exiger de pouvoir juger si les coûts salariaux empêchent la production en France ou si, comme on est largement en droit de le penser, les prix sont grevés par tout autre chose. Pour cela, il n'y a guère d'alternative : il faut militer pour la publicité des marges. Nous devons connaître le détail de celles-ci pour juger de la réalité du discours ambiant présentant nos travailleurs comme surpayés et surprotégés. Qui peut décemment s'opposer à cette demande sans encourir le reproche justifié de mystification et d'escroquerie - au moins intellectuelle ? Les politiques doivent s'emparer de ce combat. D'aucun l'ont déjà fait comme Bayrou lors de sa campagne de 2012.

Bien naturellement, une telle demande va faire crier... Mais les glapissements des profiteurs n'écorcheront pas nos oreilles. Nous voulons savoir. Savoir pourquoi on sacrifie des emplois, des savoirs professionnels, des rentrées pour nos comptes sociaux, des taxes et tant d'autres choses. Si la vérité est celle décrite par nos économistes stipendiés et nos financiers assoiffés, qu'ils relèvent le défi que nous leur lançons. Que les imposteurs de la grande distribution étiquettent leurs produits afin de rendre intelligible au citoyen-consommateur la réalité économique de leur discours. Nous devons mettre fin au malthusianisme industriel qui nous ruine. Ce moyen est bien de ceux qui peuvent concourir au débat et au redressement. Certainement mieux que ceux prônés par le patronat, les syndicats acquis à leur cause et le gouvernement qui relie tout cela sans mot piper.

Charles GUÉMÉNÉ

(1) Philippe Chalmin - « *Rapport de l'observatoire de formations des prix des produits alimentaires* », décembre 2012. Téléchargeable sur le site http://agriculture.gouv.fr

(2) Voir http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Comment-se-decompose-le-prix-d-un-vetement-fabrique-au-Bangladesh-_NG_-2013-01-08-896562

(3) Éditorial de *Royaliste* nº 1036, page 12, « *Non à l'esclavage !* ».

Iran-Syrie

La doctrine Khamenei

Qu'est-ce que Téhéran attend pour envoyer ses forces soutenir Assad ? L'intervention du Hezbollah n'est qu'un premier pas.

La contestation qui avait suivi en Iran les élections présidentielles frauduleuses de juin 2009 ne se répétera pas après le 14 juin 2013. D'abord parce que l'opposition de l'époque a été décimée. Ensuite parce que le pays tout entier est sur la défensive. L'heure est presque à l'union sacrée tant la guerre semble imminente. Les États-Unis et Israël menacent de déclencher une frappe contre les installations nucléaires **dans l'année**. Mais surtout de manière générale les communautés chiites sont partout victimes d'une violente offensive sunnite concertée, au Pakistan, en Afghanistan, en Irak, à Bahreïn, et bien entendu en Syrie. Conforté dans sa posture victimaire, le pouvoir, sous la seule autorité du Guide Suprême, ne saurait rester immobile. L'intervention, pour le moment limitée aux milices de la branche militaire du Hezbollah, en solidarité avec leurs frères de l'autre côté de la frontière libanaise, pourrait très bien prendre demain la forme d'un véritable corps expéditionnaire Pasdaran. On parle déjà de l'entraînement en Iran d'une force de 50 000 hommes.

Il n'en fallait pas plus pour que le néo-conservateur israélo-américain Elliot Abrams, ex-conseiller du président Bush à la Maison Blanche, imagine une déclinaison iranienne de la *doctrine Brejnev* (1) qui avait justifié l'entrée des chars russes en Tchécoslovaquie le 20 août 1968 pour réprimer le **printemps de Prague**. Y a-t-il une *doctrine Khamenei* ? Il faut faire un sérieux effort d'imagination pour comparer les **printemps arabes** à celui de Prague, la nébuleuse chiite au *camp socialiste*, et les 50 000 Iraniens annoncés en Syrie au demi-million d'hommes mobilisés en 1968 par les membres du Pacte de Varsovie (la contrepartie communiste de l'époque à l'Otan). Mais Abrams n'a pas tort de voir dans l'intervention du Hezbollah une sorte de test : si la communauté internationale laisse faire cela, impunément, sans réagir, n'est-ce pas le signal qu'attend Téhéran pour accentuer directement son effort de guerre au profit de Damas ? Si jamais ces 50 000 Pasdaran se joignaient aux forces loyales à Assad, que ferait l'Occident ? Rien de plus qu'aujourd'hui. Qu'avait-on fait en 1968 sinon poursuivre le processus de **détente** avec Moscou !

L'hypothèse doit être prise au sérieux. Elle deviendra une option majeure une fois les élections présidentielles assurées fournissant au régime chiite une nouvelle légitimité dans ce combat en quelque sorte *patriotique*. Quitte à risquer sanctions et représailles, il faut que le jeu en vaille la chandelle. Une fois l'Iran sanctuarisé, qu'est-ce qui empêchera Téhéran de renouer avec ce jeu hégémonique **perse** que le défunt Chah avait su incarner au grand dam de ses voisins sunnites du Golfe ? En attendant, une intervention décisive en Syrie fournirait au pouvoir à Téhéran une nouvelle arme dans la négociation internationale.

La décision prise par le Conseil européen d'armer les rebelles syriens dans le courant du mois d'août si aucun accord n'intervenait avant (conférence de *Genève deux* théoriquement courant juin) semble à cet égard parfaitement contradictoire. Pourquoi en effet la rébellion se prêterait-elle à un exercice diplomatique si elle est assurée en cas d'échec d'obtenir les armes dont elle a besoin ? Mais elle est plutôt une tentative de double jeu : le but réel de ceux des Européens qui sont plus proches de la Russie étant de convaincre l'entourage d'Assad d'accepter une transition susceptible d'éviter la montée aux extrêmes. Téhéran n'avait pas besoin de plus d'encouragements. La réponse du berger à la bergère, de la part de Moscou, de confirmer la livraison de missiles sol-air, n'est qu'une paille à côté de celle de Téhéran de mettre en oeuvre effectivement sa solidarité révolutionnaire au profit des frères chiites de Syrie comme hier face à l'Irak de Saddam Hussein.

Yves LA MARCK

(1) « *Si l'unité, la force voire la substance du camp socialiste se trouvaient menacées, il deviendrait du devoir des Communistes d'apporter leur aide non seulement à la classe ouvrière mais au peuple tchécoslovaque tout entier.* »

BRÈVES

♦ **ALBANIE** – Deux des trois partis royalistes albanais participeront aux élections législatives du 23 juin au sein de la coalition *Alliance pour l'emploi, le bien-être et l'intégration* menée par l'actuel Premier ministre Sali Berisha. Il s'agit d'une part du *Parti du Mouvement de la Légalité* (*Partia Lëvizja e Legalitetit*) (PLL) dirigé par Ekrem Spahia (actuel vice-ministre de la Défense) et d'autre part du *Mouvement pour le développement national* (*Levizja per Zhvillim Kombetar*) (LZHK) de Dashamir Shehi.

♦ **JAPON** – L'empereur Akihito (79 ans) et l'impératrice Michiko (78 ans) ont exprimé le désir de déléguer une partie de leurs obligations à partir de leur 80e anniversaire à leurs enfants le prince héritier Naruhito (53 ans) et son frère le prince Akishino (48 ans) et à leurs épouses respectives les princesses Masako et Kiko.

♦ **BELGIQUE** – Devant les rumeurs répétées d'une éventuelle abdication du roi Albert II en faveur de son fils le prince héritier, Philippe duc de Brabant, le quotidien *La Libre Belgique* a publié un sondage selon lequel il ressort que seuls 17 % des Belges estiment que le roi devrait abdiquer. Interrogés sur les pouvoirs du roi, seuls 31 % estiment qu'ils sont trop importants. Quant à l'appréciation globale sur son règne 58 % donnent un bilan positif contre 12 % d'un avis contraire.

♦ **SERBIE** – Ce sont de véritables funérailles d'État qui ont été accordées aux dépouilles du roi Pierre II, des reines Alexandra et Maria et du prince André récemment rapatriées en Serbie et inhumées dans le mausolée royal d'Oplenac le 26 mai dernier. Le président de la République, le Premier ministre et la plupart des membres du gouvernement étaient présents ainsi que l'ensemble du corps diplomatique et de représentants de très nombreuses familles royales. Dans son discours le Premier ministre Ivica Dacik déclara : « *Un dernier élément de la mosaïque de notre histoire a été remis en place aujourd'hui. Nous ne pouvons pas changer le passé, mais nous pouvons aujourd'hui rectifier les erreurs. Les idéologies sont multiples mais il n'y a qu'une seule Serbie* ». Dans son allocution, le patriarche Irénée de l'Église orthodoxe serbe conclut : « *nous rectifions aujourd'hui une grande injustice (…) Les descendants de Karageorges, père de la Serbie, ont assisté à l'occupation de leur pays, ont été contraints de le quitter et de vivre en exil pendant des décennies. Aujourd'hui, c'est un jour important pour la Maison royale et Alexandre II, le prince héritier. Les enfants de la Serbie et le peuple serbe sont réunis autour de ces tombes pour en tirer des leçons de patriotisme, d'amour de leur pays, de son histoire et de sa culture* ».

STALINGRAD

Pourquoi l'Allemagne a perdu

Le 2 février 1943, les troupes allemandes achevaient de se rendre à l'Armée rouge. Le soixante-dixième anniversaire de la victoire de Stalingrad a été très peu commémoré en France. Pourtant, cette bataille eut un retentissement considérable et galvanisa les énergies de tous ceux qui combattaient l'Axe. Nous avons demandé à Laurent Henninger, chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et conseiller scientifique de la revue *Guerre et histoire*, de nous expliquer pourquoi les Soviétiques l'ont emporté sur un ennemi qui semblait terriblement efficace.

■ **Royaliste : Pouvez-vous situer la bataille de Stalingrad dans le contexte des opérations russes et allemandes ?**

Laurent Henninger : La guerre germano-soviétique est probablement l'une des guerres et peut-être la guerre la plus meurtrière et la plus terrible de toute l'histoire de l'humanité. On estime aujourd'hui que 25-28 millions de Soviétiques ont perdu la vie dans la **Grande Guerre patriotique**. Et les pertes allemandes, hongroises, roumaines, italiennes ont été effroyables.

Dans les années quatre-vingt, les historiens - notamment les Américains - ont réécrit l'histoire de cette guerre qui reste encore en chantier dans de nombreux domaines : par exemple, la guerre des partisans soviétiques est encore à faire. Mais les connaissances ont beaucoup progressé quant à l'histoire militaire. Or tous les livres que nous avons lus entre 1950 et 1980 sont à mettre à la poubelle car ils ont été écrits selon le point de vue allemand, selon des sources allemandes, alors que nous disposions à cette époque de très nombreux documents soviétiques. On a privilégié le point de vue allemand car, dans le contexte de la guerre froide, il a paru utile de blanchir les généraux allemands qui avaient combattu sur le front de l'Est et auxquels on avait donné des commandements dans la Bundeswehr : ils ont été libres d'écrire leurs **Mémoires** comme bon leur semblait. Par ailleurs, avant 1980, nous n'avions pas les outils intellectuels nécessaires à la compréhension de la stratégie soviétique.

■ **Royaliste : Comment cela ?**

Laurent Henninger : Des officiers américains se sont mis à travailler sur les doctrines militaires soviétiques dans une perspective de renseignement au cours des années quatre-vingt et les résultats ont été excellents, si bien que l'un de ces officiers, David Glantz, est devenu le meilleur spécialiste mondial de la question. Nous bénéficions d'une remarquable école américaine, qui a rencontré un courant d'historiens contestant le mythe de l'excellence militaire allemande. Tout de même, les Allemands ont perdu deux guerres et il faut se demander pourquoi !

■ **Royaliste : Expliquez-nous !**

Laurent Henninger : L'armée allemande a été la meilleure du monde entre 1813 et 1875-80 mais elle est restée sur des paradigmes napoléoniens et elle n'a pas vu les changements dans la conduite de la guerre qui étaient impliqués par la révolution industrielle - ce que les Nordistes avaient compris et c'est pourquoi ils ont gagné la Guerre de Sécession. Les officiers de la Wehrmacht étaient, comme les Sudistes, brillantissimes dans la tactique. Mais ils ont perdu ! Cela dit, toutes les armées européennes, dirigées par des castes d'officiers, ont méprisé la guerre de Sécession. Seuls les Américains ont compris empiriquement qu'il existait entre la tactique et la stratégie une discipline supplémentaire qui permettait d'unifier les deux mouvements. Dans un temps et un espace dilatés, la notion de *bataille décisive*, en un point et en un moment unique, disparaît. Il faut donc parler en termes d'opérations et par conséquent inventer une nouvelle discipline : l'art opératif. Curieusement, c'est l'armée tsariste, la plus réactionnaire de l'époque, qui a perçu ce nouvel art militaire parce que les officiers raisonnent sur de grands espaces et pratiquent, lors de la guerre russo-turque, les raids de cavalerie qu'ils ont observés pendant la guerre de Sécession.

Et puis, après la défaite de 1905, un officier russe, Alexandre Svetchine, a voulu comprendre pourquoi les Japonais avaient battu l'armée du Tsar. Il propose une réforme de l'armée et de l'État russes, se fait renvoyer dans une caserne puis rejoint les Bolcheviques qui représentent pour lui la modernité : il devient le responsable des groupes de recherches qui vont mettre au point l'art opératif. Svetchine est fusillé en 1938 comme beaucoup d'autres chercheurs - l'autre grand théoricien de cette question, Gueorgui Isserson, se contentera d'être arrêté et de passer toute la guerre au goulag - mais son œuvre est l'équivalent au XXe siècle de celle de Clausewitz et ce sont les principes de l'école militaire sovié-

tique qui permettront de vaincre la Wehrmacht. J'ajoute que c'est un Allemand, Von Schlichting qui a forgé le concept d'**opératif**. Mais il n'a pas été écouté par l'état-major et ce sont les Russes qui en ont tiré profit.

■ Royaliste : Que vaut la Wehrmacht en 1941 ?

Laurent Henninger : Du point de vue stratégique, l'armée allemande est nulle. Elle n'a pas de pensée opérative mais sa pensée tactique est très bonne. Autre atout : c'est une armée très professionnelle avec des cadres très compétents et pleins de mordant. Cette armée balaye les Belges mais face aux Français, elle subit de lourdes pertes et elle a été proche de la catastrophe à plusieurs reprises. Contrairement à la légende, les Allemands n'ont pas de théorie de la *guerre éclair*… Sur le front de l'Est, on voit que la Wehrmacht est incapable de concevoir la dimension industrielle de la guerre ; elle ne comprend pas qu'elle mène une guerre planétaire face aux énormes puissances économiques et démographiques que sont les États-Unis et l'Union soviétique. L'armée allemande est restée en 1813 : elle mène une guerre napoléonienne, dans le petit cadre européen, alors que la guerre est mondiale et mécanisée. On admire les chars allemands mais ce sont de belles machines coûteuses, qui doivent être pilotées par des hommes très compétents et qui sont inadaptés aux routes russes. C'est comme si on faisait rouler des Maserati sur des chemins de campagne ! Au contraire, les chars T 34, comme les Sherman, peuvent être produits en très grandes séries, sont faciles à piloter tout en étant très performants.

L'opération Barbarossa a été fort mal conçue par des généraux aveuglés par leur mépris raciste des Russes : l'offensive s'est déroulée sur trois axes, en direction de Moscou, de Leningrad et de Stalingrad mais les Allemands n'ont pas réfléchi à leur échec devant Moscou. Alors ils ont essayé d'avancer vers le Sud mais quand on essaie, c'est qu'on n'a pas une visée stratégique globale.

■ Royaliste : Comment analysez-vous la bataille de Stalingrad ?

Laurent Henninger : Les combats dans la ville en ruine ont été forts bien décrits. Il faut surtout souligner, après David Glantz, que cette bataille s'inscrit dans un ensemble gigantesque de plusieurs offensives lancées simultanément par les Soviétiques en plusieurs endroits du front : c'est le **plan des Quatre planètes** (*Uranus*, *Mars*, *Jupiter* et *Saturne*) conçu par Staline et son état-major (Joukov, Vassilievski). Au sud, l'opération Uranus vise à encercler l'armée allemande dans Stalingrad, plus au nord l'opération Mars vise à réduire le saillant de Rjef. Ces deux premières opérations d'encerclement devaient déboucher sur deux autres opérations de même nature : *Jupiter* dans le prolongement de *Mars* et *Saturne* à la suite *d'Uranus*. Mais les Soviétiques n'avaient pas les moyens de mettre en œuvre ce plan gigantesque car ils étaient en train de reconstituer leur armée, après les purges de 1937-1938 qui ont détruit le corps des officiers et après les désastres de l'année 1941 ; c'est sous le feu qu'il doivent réapprendre l'art opératif qui avait été interdit.

De fait, l'opération *Mars* est un échec sanglant - la plus grande défaite subie par Joukov avec des centaines de milliers de morts - et l'opération *Jupiter* ne peut pas être lancée. Mais *Uranus* va réussir et se prolonger par un *Petit Saturne* qui sera un demi-échec. Tactiquement, les Soviétiques subissent un échec global mais ils remportent une victoire stratégique : les Allemands ont perdu l'initiative et ils sont obligés de reculer. Ils ont perdu la VIe Armée, deux armées roumaines, une armée hongroise et une armée italienne ont été anéanties. Au total, l'Axe perd 760 000 hommes, l'équivalent de cinquante divisions.

■ ***D'un point de vue politique, psychologique et symbolique, la bataille de Stalingrad fut un tournant.***

■ Royaliste : Selon vous, Stalingrad n'est pas le tournant de la guerre ?

Laurent Henninger : Il faut distinguer plusieurs niveaux. **Du point de vue politique**, psychologique et symbolique, oui, Stalingrad est un tournant. Dans le monde entier, c'est un coup de tonnerre et pour tous ceux qui combattent l'Allemagne et l'Italie, c'est un immense espoir. **D'un point de vue militaire**, la bataille ne marque pas vraiment un tournant : c'est un événement très important. Le vrai tournant sur le front de l'Est, c'est la bataille devant Moscou en décembre 1941 lorsque la contre-offensive des Soviétiques met fin à l'avance allemande qui avait lieu depuis six mois. Hitler et ses généraux rêvaient de détruire en six mois l'Armée rouge et ébranler le pouvoir communiste. Or ils échouent. Les Allemands se rendent compte que l'Armée rouge n'est pas détruite et que le pouvoir, qui a vacillé en octobre-novembre, s'est rétabli. L'échec stratégique est complet et la guerre est perdue pour l'Allemagne. Elle l'est d'autant plus que l'autre grande puissance, les États-Unis, entre en guerre en décembre 1941. Les Américains ne sont pas très bons au début - leur défaite à Kasserine le montre - mais ils s'améliorent et leur machine de guerre est formidable.

■ Royaliste : Et si la Wehrmacht avait réussi à s'emparer du pétrole du Caucase ?

Laurent Henninger : Admettons que les Allemands soient arrivés à Bakou : ils n'avaient pas les moyens de rapatrier le pétrole en Allemagne ! Plusieurs historiens l'ont dit : l'aventure du nazisme était vouée à l'échec dès le départ car ces gens n'avaient aucune envergure intellectuelle et ne pouvaient pas comprendre la guerre moderne. Cela dit, on ne peut imputer toutes les fautes stratégiques à Hitler : certaines de ses décisions étaient justes, par exemple celle qui prescrivait à Paulus de ne pas décrocher en décembre 1941, car la VIe armée aurait été détruite dans la plaine russe. Les généraux de la Wehrmacht portent leur lourde part de responsabilité, y compris dans les horreurs commises en Russie, en Pologne, en Yougoslavie. Les officiers de tradition comme Von Manstein sont, eux aussi, des assassins.

La Convention de Genève ne s'appliquait pas sur le front de l'Est, les soldats soviétiques n'avaient pas droit au statut de prisonnier de guerre et ils ont été traités de façon abominable.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Pour en savoir plus :

📖 Jean Lopez - « ***Stalingrad, la bataille au bord du gouffre*** », Économica, 2008, prix franco : 30 €. Achat immédiat

📖 Revue *Guerres & Histoire*, n° 7 : « ***La supériorité militaire allemande ? Le mythe du siècle !*** » et n° 11, février 2013 : « ***Stalingrad, Nouvelle vision d'une bataille mythique*** », disponibles sur le site : http ://www.laboutiquescienceetvie.com

Quelle *étrange capitulation* ?

Dans son nouveau livre, Laurent Mauduit montre avec précision comment les électeurs de François Hollande et du Parti socialiste ont été trompés. Son interprétation de l'attitude des dirigeants de gauche mérite un débat que l'histoire tranchera.

Après les *imposteurs de l'économie* (1), voici les imposteurs de la politique. Un an après la victoire des socialistes, la liste de leurs reniements est aussi longue que consternante. Nous la connaissons par cœur mais il faut revivre chapitre après chapitre l'histoire du reniement quasi méthodique de toutes les promesses de campagne : enterrement de la réforme fiscale, abandon de Florange, vote du nouveau traité européen signé par Nicolas Sarkozy, alignement sur les thèses du patronat en matière de salaires et d'emploi, nomination à des postes-clés de représentants du capitalisme industriel et financier…

Il ne s'agit pas d'un pamphlet. Le livre de Laurent Mauduit (2), solidement documenté, est inscrit dans l'histoire de la gauche au XXe siècle et s'inspire de Marc Bloch : *L'étrange capitulation* fait écho à *L'étrange défaite* que l'historien combattant écrivit après mai 1940 pour montrer que l'armée française avait été battue par la faute de la caste militaire et parce que les élites étaient entrées dans la voie du renoncement bien avant l'offensive allemande. En 2012, nous dit Laurent Mauduit, les hollandistes ont mentalement capitulé pendant la bataille - François Hollande donnait déjà des gages à l'adversaire, par exemple sur l'austérité - et ils ont politiquement capitulé malgré leur victoire. Pourtant, cette victoire fut écrasante puisqu'ils tiennent l'Élysée, Matignon, le Parlement, la plupart des régions et la majorité des départements !

C'est là une bien étrange attitude : Léon Blum s'était battu avant de succomber, il avait fallu deux ans pour que Pierre Mauroy prenne résolument le sinistre tournant de la rigueur et Lionel Jospin avait reculé étape par étape avant de se faire éliminer au premier tour en 2002. Pourtant, il y avait eu en 1936 et en 1981 un formidable élan populaire… Pourtant, Lionel Jospin avait le désir de rompre avec la dérive ultra-libérale des années Mitterrand…

Les rappels de Laurent Mauduit sont très utiles, mais entachés d'une vieille passion antigaulliste. Ainsi, le général de Gaulle, appelé par René Coty à former un gouvernement qui fut investi selon les règles, aurait effectué en 1958 un *coup d'État* ? Ainsi, la République gaullienne, issue d'un référendum et consultant régulièrement le peuple, serait *antidémocratique* ? Laurent Mauduit dénonce la **monarchie républicaine** sans prendre en considération ce que les nouvelles institutions ont effectivement rendu possible après 1958 et en oubliant de dénoncer les effets désastreux de la réduction du mandat présidentiel. La rétrospective politique s'en trouve faussée. Quant à l'analyse économique, elle laisse à désirer : Laurent Mauduit souligne à juste titre les effets désastreux des privatisations et de la financiarisation de l'économie mais il ne met pas en évidence le basculement qui s'est opéré lors du passage à l'euro sous l'égide de Jacques Chirac et de Lionel Jospin.

C'est autour de l'an 2000 que les dirigeants de la droite et de la gauche se constituent en une oligarchie qui défend, avec des nuances destinées à satisfaire les électeurs du PS et du RPR, la même absence d'alternative économique et financière : l'euro n'est pas seulement la monnaie de l'Allemagne social-démocrate et chrétienne-démocrate : c'est aussi la monnaie de la classe dominante, celle qui permet de maintenir le peuple sous le carcan.

Certains dirigeants s'étaient ralliés dans les années quatre-vingt d'autant plus facilement qu'ils appartenaient à la haute bourgeoisie - par exemple Laurent Fabius - tandis que d'autres s'alignaient sur l'idéologie dominante - on aura reconnu Pierre Bérégovoy. L'influence déclinante du Parti communiste explique pour une part cette dérive, couverte par le discours européiste et les artifices de la communication. Les dirigeants socialistes ont plus ou moins cru au mythe de l'intégration européenne mais tous, flattés d'appartenir au club bruxel-lois, ont adopté le langage conforme et l'idéologie qu'il véhiculait. Il y a eu **consen-tement**, pour reprendre le mot choisi par Laurent Mauduit.

Consentement aux *marchés* et aux contraintes de l'Europe ultra-libérale après les réticences manifestées par une partie de l'appareil socialiste lors du référendum de 2005. Par glissements successifs, le consentement a pris la forme d'un mol abandon - au sens où l'on cède aux séductions de l'argent, du confort ou tout simplement au plaisir que vous procure l'estime d'autrui, en l'occurrence l'approbation hautaine de la chancelière allemande. D'où le paradoxe inouï de la capitulation **avant, pendant et après** la victoire électorale qui s'explique si l'on abandonne la métaphore militaire : nous avons eu en 2007 et en 2012 une course vers le pouvoir de deux fractions de l'oligarchie qui se disputent le contrôle d'un système qu'il n'est pas question de changer ni même de modifier. Les hollandistes n'ont pas capitulé devant l'adversaire : ils étaient et demeurent partie prenante dans l'entreprise oligarchique. Les électeurs de François Hollande ont raison de proclamer qu'ils ont été trahis.

Bertrand RENOUVIN

(1) Laurent Mauduit - « *Les imposteurs de l'économie* », Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2012, prix franco : 23 €. Achat immédiat

Voir *Royaliste*, nº 1014, page 8, « *La voix de leurs maîtres* ».

(2) Laurent Mauduit - « ***L'étrange capitulation*** », Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2013, prix franco : 22 €. Achat immédiat

Au temps du Grand Meaulnes

Un roman culte que ce *Grand Meaulnes* d'Alain-Fournier, ô combien ! Un de ces livres qui par sa puissance imaginaire, son charme qui tient du philtre médiéval, celui de Tristan et Iseult mais dans une tonalité particulière, constitue comme un moment de la sensibilité littéraire et presque une idée de la France. Jean-Christian Petitfils a eu bien raison de nous retracer, de la façon la plus précise, l'élaboration d'une œuvre qui s'identifie complètement à la brève biographie de son auteur. Il a procédé, avec son talent confirmé d'historien, mais aussi sa complicité de lecteur ébloui, nous rendant complices d'une envoûtante histoire d'amour. Un siècle nous sépare des faits rappelés et de leur métamorphose romanesque. Nous n'en mesurons que mieux la distance morale qui nous éloigne même, plus que le temps de ce climat intérieur, de ce raffinement des sentiments, de cette pudeur ineffable, en nous rapportant à la production littéraire actuelle avec ses étalages crus et cruels, au diapason d'une époque heurtée et désarticulée. Oui, nous avons changé de monde, et la critique est solidaire des disciplines de l'histoire, lorsqu'elle permet de faire revivre cette époque singulièrement riche et ses acteurs trop tôt disparus. Car le temps du *Grand Meaulnes*, c'est celui de la période qui précède immédiatement la Première Guerre mondiale. La génération extrêmement riche qui s'y déploie va, pour une part majeure, être engloutie par le cataclysme.

par Gérard Leclerc

N'était-ce pas l'obsession de Jacques Rivière, ami indéfectible et beau-frère d'Alain-Fournier, secrétaire-général de la NRF, se dépensant sans compter pour retrouver la sépulture enfouie de l'auteur du *Grand Meaulnes* ? Il faudra attendre 1991, pour qu'après quatorze ans de recherche dans les bois des Hauts-de-Meuse, un ancien proviseur, Michel Algrain, épaulé par une équipe de chercheurs, parvienne à retrouver les restes du lieutenant Henri - son vrai prénom - Fournier, aux côtés de vingt autres de ses compagnons de combat. Évoquer ces souvenirs funèbres, ce n'est nullement sombrer dans le masochisme, c'est prendre conscience d'une réalité inscrite dans la chair de la patrie, et qui n'est compréhensible que dans la transfiguration que lui confère la musique de la langue. Jean-Christian Petitfils résume le tout, en associant l'instant ultime de l'intuition fulgurante du passé qui se concentre dans le défilé des souvenirs d'une vie : « *A-t-il vu défiler les paysages les plus chers, Épineuil, Nançay, La Chapelle, les sentiers de Sologne ? Comment surtout aurait-il pu ôter de son esprit sa recherche inquiète de l'absolu, cet autre nom de l'amour ? Lui qui savait que l'impérissable joie n'est pas de ce monde, que la pureté, l'innocence des* ***étranges paradis perdus*** *dont il était* ***l'habitant*** *ne peuvent être reconquises que dans* ***la délivrance et le départ de l'âme****, songea-t-il alors à ce que confiait Augustin Meaulnes à François Seurel :* ***dans la mort seulement... je retrouverai peut-être la beauté de ce temps-là ?*** »

Mais la beauté de ce temps là, ce n'est pas seulement le climat très particulier d'un roman enchanteur. J'ai envie de dire que c'est aussi la richesse humaine de tout un milieu, que l'on pourrait concentrer dans un quadrilatère familial, formé par Alain Fournier et Jacques Rivière côté masculin, Isabelle Rivière et Madame Simone, côté féminin. Le premier n'aura eu le temps que d'écrire son chef d'œuvre, aboutissement de son propre itinéraire et d'une précoce maturité d'écrivain. Il n'en était pas moins riche de toutes les promesses. Jacques Rivière aura son répit de la Providence, il n'en disparaîtra pas moins à quarante ans, alors qu'il était l'objet de toutes les attentions et le centre névralgique de la création littéraire. Isabelle son épouse, sœur très aimée d'Alain, est une femme exceptionnelle, dont les *Lettres* retiendront aussi le nom et le caractère. Montherlant se souviendra de son algarade au moment de la publication de ses *jeunes filles*. Quant à Madame Simone, sa longévité (108 ans !) lui permettra, au-delà d'une vie sentimentale agitée, de poursuivre une étonnante carrière théâtrale, sans jamais oublier sa liaison avec l'auteur du *Grand Meaulnes*, dont elle n'est pas l'Yvonne de Galais à l'insaisissable parfum. Il lui aura suffi d'être le possible solide ancrage de ce qui pouvait durer. Mais le temps a suspendu son cours, en rompant les liens et les promesses. Nous est-il permis de comprendre que le lieutenant de réserve, que les balles ennemies vont bientôt coucher froid sur le sol, puisse écrire à Isabelle : « *Nous sommes sûrs de la guerre. Je pars content* » ? Sûrement pas.

Charles Péguy est lui-même parti revêtir la vareuse de sa mort dans les mêmes sentiments, et il a écrit, à sa manière, le genre de message adressé par Fournier à Pauline (Madame Simone) : « *Belle, grande et juste guerre. Je sens profondément qu'on sera vainqueur.* » Propos aujourd'hui incompréhensibles, alors qu'il n'y a plus de voix pour glorifier le patriotisme guerrier, et que tous déplorent une guerre civile européenne suicidaire. Est-ce à dire que la rupture, qui s'est produite irrémé-diablement, rend incompréhensible cette époque, ces personnages, leurs élans, leur foi ? Je ne le crois pas du tout, car il y a beaucoup à retenir de la fécondité intellectuelle d'un pays si riche en talents et en génies. Le quadrilatère est entouré de grandes silhouettes tutélaires qui font retentir des mots et surtout des cathédrales de mots immémoriales. Que l'on songe à ces deux seuls noms : Charles Péguy et Paul Claudel. À distance on oublie un peu vite que leurs génies qui paraissent si voisins ne les ont pas rendu familiers sur le moment. Il est assez drôle de constater comment l'auteur de *L'annonce faite à Marie* se méfiait de celui du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*. Mais les deux immenses poètes ne s'étaient pas trompés sur la valeur de leurs cadets. Aussi bien Alain Fournier que Jacques Rivière. Le premier est reçu dans la maison des Pins, entre Orsay et Palaiseau, où Péguy demeure : « *L'approche mystique et confiante de ce grand aîné convient mieux à sa foi tourmentée que celle plus rude, plus exigeante de Claudel. Son âme, comme la sienne, est éprise d'absolu. Il n'a pas trouvé depuis Dostoïevski, avoue-t-il, quelqu'un qui soit aussi homme de Dieu. Il aime son inépuisable bonté.* » Quant à Claudel il fera une visite mémorable à Alain, à Jacques et à Isabelle dans leur domicile commun de la rue Dauphine. « *Sur le pas de la porte apparaît un individu d'assez grande taille et de bonne corpulence, l'air d'un gentilhomme campagnard. Il porte un manteau en caoutchouc ruisselant, des bottines américaines, une casquette droite à visière cirée. Il demande « Jacques Rivière ? - C'est moi. - Je suis M. Claudel ! » Jacques pousse un cri de surprise. Le grand poète, de retour d'Extrême Orient, reste plus d'une demi-heure avec ses trois admirateurs. Les jeunes gens sont abasourdis, bouleversés. L'homme est aussi déroutant, aussi* ***terrible*** *que dans ses livres !* » C'était quand même un temps admirable que celui de l'éclosion du *Grand Meaulnes*, avec sa densité prodigieuse d'humanité. L'ouragan qui arrive va détruire ce monde, pour quel improbable avenir ? Ce n'est pas nostalgie de s'interroger, c'est seulement se souvenir d'un passé que, par grâce, la littérature nous restitue.

■

📖 Jean-Christian Petitfils - « ***Le frémissement de la grâce - Le roman du Grand Meaulnes*** », Fayard, prix franco : 21 €.

Achat immédiat

Lenotre

Grand style

Evidemment, c'est ridicule ! Une petite colonne pour rappeler le souvenir de G(osselin) Lenotre, historien, lui aussi non professionnel et qui enchanta des générations de lecteurs, c'est bien pauvre tribut à son importance et à sa gloire. Rappelons combien la lecture de *Vieilles maisons, vieux papiers* a contribué à drainer vers les études historiques tant et tant d'amateurs.

Lui n'était pas un conceptuel, pas plus qu'un *décripteur* ou un idéologue autoproclamé : c'était un conteur de talent, capable de mettre en scène personnages et événements avec une rare maestria et un sens aigu du détail. Hommage lui est donc rendu sous la houlette de Clémentine Portier-Kaltenbach dans cet ouvrage collectif. (1) Chacun des intervenants a fait le choix d'un extrait d'une œuvre de Lenotre en l'expliquant et en donnant des éléments permettant de la restituer dans son contexte. L'éclectisme des éléments élus ravira et vous retrouverez ou découvrirez, comment on pouvait avec grand style raconter des histoires non sans un évident parti pris très propre au tournant XIXe-XXe et à la bourgeoisie conservatrice. Passé ce – fort - léger inconvénient, laissez vous aller au plaisir de la lecture.

Je vous recommande particulièrement le passage concernant Louis-Philippe.

Pascal BEAUCHER

(1) Clémentine Portier-Kaltenbach & alii - « ***G. Lenotre le grand historien de la petite histoire*** », J.-C. Lattès, 2013, prix franco : 20 €. Achat immédiat

Portraits

Percy Kemp vend la mèche

Plus connu pour ses romans, Percy Kemp vient de publier un ouvrage qu'on ne lit pas mais dévore : *Le Prince*, sous-titré « *Conseils adressés à nos gouvernants aujourd'hui malmenés par les évènements, sur les nouvelles façons d'exercer le pouvoir et le meilleur moyen de le conserver.* » Vaste programme…

La coutume la plus fréquente chez ceux qui veulent gagner la faveur d'un prince, c'est de se présenter à lui avec ceux de leurs biens dont ils font le plus de cas, ou dont ils le voient faire ses délices (…). Comme donc je désirais m'offrir à Votre Magnificence avec quelques témoignage de ma soumission envers elle, je n'ai trouvé dans mon bagage chose dont je fasse plus de cas et d'estime que la connaissance des actions des grands hommes, connaissance que m'ont enseignée une longue expérience des choses modernes et une lecture continuelle des anciennes. » Nombre d'admirateurs de Nicolas Machiavel ont reconnu là la très célèbre dédicace du Florentin à Laurent de Médicis le Magnifique, à qui il avait entrepris d'offrir son plus célèbre ouvrage : *Le Prince.*

Plusieurs siècles après, Percy Kemp, lui, aurait bien aimé trouver **un** dédicataire magnifique. En effet, s'il avait « *pu trouver un vrai capitaine, à même de mener à bon port le vaisseau déboussolé et démâté sur lequel nous nous trouvons désormais tous embarqués* », pas un instant il n'aurait « *hésité à lui dédier le présent ouvrage* », également intitulé *Le Prince*. Mais il n'a « *vu que des capitaines autoproclamés qui couraient dans tous les sens tels des poulets qu'on viendrait d'étêter, et d'autres encore qui, sous prétexte de nous sauver du naufrage, s'agrippaient désespérément à nous de crainte de périr en premier.* » Aussi l'a-t-il dédié « *à tous ceux, si humbles et si obscurs soient-ils, qui auraient des yeux pour voir, des oreilles pour entendre, du cœur pour trancher, mais aussi du sang-froid pour ne point s'emporter* (1).»

La ressemblance avec l'illustre prédécesseur de Kemp s'arrêterait-elle donc au titre qu'il a retenu pour intituler son ouvrage traitant du pouvoir et du principat ? Pas si sûr…

Parce qu'on ne l'a pas lu ou insuffisamment lu, on a fait de Nicolas Machiavel une sorte d'idéal type de tout ce qui, d'un point de vue moral, est détestable lorsqu'il est question de pouvoir. Fort heureusement, des gens à la réflexion un peu plus subtile que ce qui sort du cerveau de nos *prêchi-prêchant* de service, ayant probablement su goûter l'humour de celui qui est également l'auteur de *La Mandragore*, sont allés au-delà des apparences. Par-delà la légende noire de Machiavel. C'est par exemple le cas de Diderot qui, à l'article **Machiavélisme** de l'Encyclopédie, a écrit : « *Lorsque Machiavel écrivit son traité du Prince, c'est comme s'il eût dit à ses concitoyens, lisez bien cet ouvrage. Si vous acceptez jamais un maître, il sera tel que je vous le peins : voilà la bête féroce à laquelle vous vous abandonnerez. (…) Bacon, le chancelier, ne s'y est pas trompé, lui, lorsqu'il a dit :* ***cet homme n'apprend rien aux tyrans, ils ne savent que trop bien ce qu'ils ont à faire, mais il instruit les peuples de ce qu'ils ont à redouter.*** » C'est aussi le cas de Rousseau, qui, considérant qu'« *en feignant de donner des leçons aux rois, il en a donné de grandes aux peuples* » et que « *Le Prince de Machiavel, est le livre des républicains* » (2), fera entendre un tout autre son de cloche.

Instruire, *vendre la mèche*, éclairer les hommes d'aujourd'hui sur la nature de leurs dirigeants, n'est-ce pas ce que cherche Kemp, qui dédicace son ouvrage aux « *humbles et aux obscurs* » ayant « *des yeux pour voir, des oreilles pour entendre* », etc. ? Dans la mesure où ce qu'il préconise aux **Princes** d'aujourd'hui n'est pas sans les croquer sous les traits de pauvres types, dépassés, tout juste capables, à défaut d'avoir une vision, d'être vus et, lorsque l'orage gronde, de s'épuiser à faire diversion, on peut se le demander. Mais, pour se faire une juste idée, le mieux est peut-être de lire ce qu'a cru bon de nous soumettre ce « *curieux mélange d'homme de renseignement et d'intellectuel désabusé, modèle spéculatif* » (3), qu'est sans doute Percy Kemp.

Lionel ROUVE

(1) Percy Kemp - « ***Le Prince*** », Seuil, 2013, 140 pages, prix franco : 17 €. Achat immédiat

(2) Cité dans la préface à « *Machiavel, Hobbes* », Éd. France Loisirs, coll. *Philosophie moderne*, 2000, p 30.

(3) Alexis Liebaert, *Marianne*, 28/04/2013.

Souscription

"Où il y a un écu, il y a un diable. Où il n'y en a pas, il y en a deux"

(Proverbe français)

Avec la deuxième liste que nous publions aujourd'hui, notre souscription a progressé de manière satisfaisante puisque plus du tiers de l'objectif est atteint. Mais il ne faut pas que cela fasse illusion : nos amis les plus fidèles ont réagi immédiatement à notre appel contribuant à ce résultat, mais les retardataires sont légion et il faut absolument qu'ils mettent tous la main à la poche si nous voulons atteindre le but. Et cela le plus rapidement possible car le temps nous est compté et il nous reste à peine un mois pour y arriver.

Cela est d'autant plus nécessaire que nos négociations avec la mairie, pour notre relogement, sont sur le point d'aboutir et que nous devrions signer prochainement un protocole d'accord. Notre déménagement, et tout ce que cela implique, devrait en ce cas avoir lieu au début de l'été…

Votre aide nous est donc indispensable, vous ne nous avez jamais fait défaut, nous comptons sur vous !

Yvan AUMONT

2e liste de souscripteurs

Claude-Eugène Anglade 90 € - Michel Bas 50 € - Gérard Bellebeau 30 € - Jean-Claude Bergeon 10 € - P.Y.B. (Hauts-de-Seine) 100 € - François Bourguignon 50 € - Max Coiffait 20 e - Jean-Pierre Collet 50 € - Ghjacumu Colonna 50 € - Marcel Conche 100 € - Jean-Pierre Dauvillier 20 € - Bernard Deladrière 150 € - Philippe Delorme 120 € - Mireille Drieux 25 € - Philippe Fermon 150 € - Claude Ferrand-Blazer 100 € - Cédrik Foucault 20 € - François Gerlotto 250 € - Denis Guillo 20 € - Martin Hybler 50 € - Yasuko Ishida 50 € - Pierre-Paul Lacas 50 € - Alexandra Lavaut 40 € - Jacques Leflaive 30 € - Guy Leres 200 € - Jean-François Lespès 100 € - Bernard Lhôte 30 € - Christian Merveilleux 50 € - Xavier de Monneron 100 € - Christian Mory 150 € - Philippe Parisy 20 € - Etienne Patier 25 € - Jacques de Poulpiquet 50 € - Stéphane Retzmanick 200 € - Jacques Solé 30 € - François Tanné 100 € - Joël Teruel 20 € - Anne-Marie Vilespy 100 € - Paul Vincent 50 €.

Faire un don

Total de cette liste : 2 850,00 €
Total précédent : 2 778,08 €
Total général : 5 628,08 €

ADHÉSION

Nous engageons nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, à **prendre leur carte.** C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 12 juin** - Professeur émérite de l'université Paris 1, ancien directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, **Jean-Clément MARTIN** a publié une *Nouvelle histoire de la Révolution française* qui est centrée sur « **L'expérimentation révolutionnaire** ». Celle-ci commence bien avant 1789, avec les réformes que le pouvoir monarchique impose à la société ; elle trouve son prolongement dans les mouvements contestataires des nobles et des parlementaires avant d'éclater dans les insurrections qui instituent la représentation nationale puis qui mettent fin à la monarchie. Commence alors la tentative de refondation, violente et tragique, qui se termine par l'exécution de Robespierre.

La Révolution ne se réduit pas à un seul projet, elle n'est pas l'œuvre d'un seul groupe ni le résultat d'une seule pensée. Rationnelle et irrationnelle, peut-on considérer qu'elle a fondé la modernité ?

● **Mercredi 19 juin** - Journaliste et historien, **Philippe DELORME** a écrit de très nombreux ouvrages, parmi lesquels un *Henri IV, les réalités d'un mythe*, et publié les carnets inédits du Comte de Chambord. Il est à l'origine des analyses ADN qui ont authentifié le cœur de Louis XVII et c'est cette expérience de la preuve scientifique qui l'a conduit à étudier « **La mauvaise tête du roi-Henri IV** ».

Voici deux ans, une équipe de chercheurs prétendit avoir retrouvé le crâne momifié de ce roi. Cette « *découverte* » donna lieu à une intense exploitation médiatique jusqu'à ce que des analyses ADN, publiées en janvier 2013, semblent mettre un point final à l'énigme. Cette vérité autoproclamée a été contestée par des historiens, des archéologues et des généticiens. Philippe Delorme présente leurs arguments et retrace l'histoire méconnue des embaumements royaux et des profanations commises pendant la Révolution à la basilique Saint-Denis. Il nous permet ainsi de réfléchir sur la méthode historique, parfois troublée par la fascination qu'exerce le passé monarchique de notre pays.

● **Mercredi 26 juin** - Démographe et historien, **Hervé LE BRAS** publie avec **Emmanuel TODD**, historien et anthropologue, un ouvrage qui rompt avec le déclinisme ambiant. S'il est vrai que la France subit une violente crise économique et sociale, l'examen des trente dernières années montre un pays qui est en bonne santé démographique et qui progresse considérablement dans le domaine de l'éducation, de l'émancipation des femmes, de l'intégration des populations immigrées, de l'urbanisation. Dans le même temps, la France a connu des mutations politiques de grande ampleur et un changement profond dans son rapport à la religion catholique…

Il y a un « **Mystère français** » que les deux auteurs expliquent par l'évolution des structures familiales et des représentations sociales sur un territoire réorganisé par l'urbanisation. Ce type d'analyse peut-il nous permettre de prévoir les évolutions politiques à venir ?

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : **17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**
- ✓ Adresse électronique : **NouAcRoyal@gmail.com**
- ✓ Sites internet : **http://www.narinfo.fr** (Informations et actualités) et **http://archivesroyalistes.org/**
- ✓ Téléphone/répondeur : **01.42.97.42.57**
- ✓ Télécopie : **01.42.96.99.20**
- ✓ Règlements à l'ordre de : ***Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande d'abonnement d'essai

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées et **bénéficier d'un abonnement de trois mois gratuit,** remplissez le bulletin ci-dessous

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Adresse électronique : .....

GRATUIT

désire recevoir, **sans engagement de ma part,** une documentation et un abonnement gratuit de trois mois . Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Marchés, machines et mafias

Les oligarques sont hantés par « les marchés ». Que pensent-ils ? Que vont-ils faire ? Les taux d'intérêts, les dettes, les budgets nationaux, tout dépend des « marchés » qui réduiraient à peu de choses les *marges de manœuvre* des États. L'austérité est une contrainte ! La déflation salariale une nécessité… sauf pour les grands patrons et les banquiers qui touchent des sommes mirobolantes !

Le discours biaisé sur « les marchés » invoque pour se justifier la théorie économique : les marchés sont *efficients*, ils sont le *thermomètre* de l'activité générale, ils adressent les signaux qui permettent les investissements judicieux. Sur « les marchés », les opérateurs sont beaucoup plus pertinents que les régulateurs et la dérégulation maximale est par conséquent la condition de la bienfaisante concurrence. Telle est la vérité que nous devrions accepter, avec enthousiasme ou résignation selon les cas.

En haut lieu, on est persuadé que « *les gens* » réagissent simplement aux stimuli des campagnes de communication. Ils ne savent pas que la théorie économique invoquée est comme la lumière d'une étoile morte ? Ils ont oublié que la crise commencée en 2007-2008 a détruit la légende de l'efficience des marchés financiers ? Admettons. Mais il suffit de regarder la télévision pour savoir ce qu'il en est des « marchés ».

Écoutons Philippe Béchade sur BFM Business (1). Ce spécialiste de la Bourse décrit semaine après semaine la hausse prodigieuse du cours des actions et les gains gigantesques des spéculateurs. Quand on peut réaliser des profits inouïs en quelques heures, on renonce à investir dans l'économie où il faut patienter plusieurs années avant de rentabiliser ses investissements. Les « marchés » aspirent toutes les liquidités mais ce n'est ni un signe d'efficience, ni une preuve d'autonomie. Philippe Béchade montre que Wall Street est alimentée par la Banque centrale des États-Unis (FED) qui ne cesse de créer de la monnaie. « *La FED achète le*

marché », elle « *fait monter le marché, c'est totalement mécanique* » car ce sont les machines qui prennent les décisions à la place des boursiers : « *on se repose sur les algorithmes* » (2). Tels sont les mécanismes qui produisent chez les financiers une euphorie d'autant plus inquiétante que, pour la première fois dans l'histoire, « *les actifs sont totalement déconnectés de toute activité* », alors qu'auparavant on spéculait à partir d'une réalité – par exemple les nouvelles technologies ou l'immobilier. C'est clairement dit : les marchés financiers ne sont plus des thermomètres mais des bombes à retardement et les signaux qu'ils envoient ne s'adressent qu'à eux-mêmes : acheter toujours plus puisque tout le monde achète car cette fois il est certain que les arbres monteront jusqu'au ciel ! Le *divin marché* est une construction fictive vouée à s'effondrer dans la panique.

Ce n'est pas tout. Un livre récent, qui se lit comme un roman noir (3), prouve documents à l'appui que les mafias ont prospéré en Italie, aux États-Unis et en Russie grâce à la déréglementation ultra-libérale et à la globalisation financière. Les activités des délinquants en cols blancs – de l'évasion fiscale aux diverses formes de corruption – sont de plus en plus mêlées aux trafics des mafias constituées comme telles et les grandes figures du crime organisé copinent avec les vedettes de la politique, du spectacle et du sport. « *Il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé* », disait Roosevelt. Nous voyons aujourd'hui que le crime et l'argent gouvernent ensemble le système mondialisé de la prédation.

La scène du crime est sous les yeux des citoyens. Mais chacun n'en voit qu'une petite partie, qui à elle seule montre la puissance presque désespérante de l'ennemi – et sa séduction car la corruption procure d'immédiats agréments. Pour vaincre l'argent et le crime organisé, il faudra restaurer l'État et remettre toutes les forces dont il dispose au service du bien commun. Il faut faire la révolution par la loi et pour la nation, avec un chef d'État digne de ce nom.

Bertrand RENOUVIN

(1) Chronique du 22 mai.

(2) En gros, un algorithme est une suite d'instructions précises données à une machine à calculer.

(3) Jacques de Saint Victor, « *Un pouvoir invisible, Les mafias et la société démocratique 19ème – 20ème siècle* », Gallimard, 2012. Ce livre sera présenté dans notre prochain numéro.